

presse francophone, Boutros-Ghali dit voir la défense de la langue française par la Francophonie non pas comme un repli sur soi mais comme «la défense de la diversité culturelle». La Francophonie a aussi à ses yeux pour rôle de promouvoir la démocratie à l'intérieur des États membres mais aussi de l'assurer à l'échelle planétaire.

Dans la foulée du sommet, les ministres responsables de la Francophonie vont désigner un administrateur de l'Agence de la francophonie (anciennement l'Agence de coopération culturelle et technique, ACCT). Cet administrateur sera une sorte de bras droit du secrétaire général, mais il sera en même temps plus que ça puisqu'il dirigera la seule entité intergouvernementale de la Francophonie, le principal opérateur de l'organisation, le dépositaire des plus gros budgets. Pour l'heure, le consensus s'est fait autour de la personne de Roger Dehaybe, actuel commissaire général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique (équivalent de sous-ministre), une figure connue dans la Francophonie, initiateur de réformes importantes. Seule la France le boudait encore jusqu'à récemment. Mais il est le seul candidat en lice.

Il reste que ce sommet met les organisations de défense des droits de la personne en émoi. Dans son dernier rapport annuel, Amnistie internationale signale qu'au moins 54 prisonniers d'opinion avérés ou coupables sont toujours en détention au Vietnam et, par surcroît, qu'ils le sont dans des conditions intolérables. En 1996, 116 personnes ont été condamnées à mort; 34 offenses sont passibles de la peine capitale au Vietnam, y compris les crimes économiques, le trafic de drogue ou lesdites menaces à la sécurité de l'État. Jusqu'à présent, en 1997, au moins 37 personnes ont été condamnées à mort, dont 17 pour trafic de stupéfiants et six pour crimes économiques.

Le Vietnam a fréquemment nié officiellement ces allégations.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a lancé un «appel urgent pour les droits de l'homme à l'occasion du Sommet de la Francophonie à Hanoi». La fédération met en évidence notamment le fait que ce pays, qui est le troisième exportateur de riz au monde, abrite une population dont 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition selon l'UNICEF; ou les syndicats libres sont interdits; ou le budget de l'éducation ne mobilise que 4,5 % du budget contre 34 % à l'armée.

«Une armée pour se défendre contre qui?», demande le président de la section montréalaise de la Communauté vietnamienne du Canada, M. Luong Tuyen Nguyen. «Une armée pour se protéger et pour avilir le peuple», croit-il.

M. Nguyen a écrit au premier ministre Jean Chrétien à ce sujet, le 28 octobre, le priant de soulever les questions des droits de la personne, de la démocratie et de la liberté dans son pays d'origine: «Nous sommes conscients que le thème du prochain sommet sera l'économie, écrit M. Nguyen. Mais nous sommes persuadés que l'économie, les droits de l'homme, la démocratie et la liberté sont des problèmes indissociables, étroitement liés comme ceux de la croissance d'un arbre dont on ne peut pas cultiver et développer une seule branche de façon isolée et oublier le reste».

A cela, que répond le Canada? Lors d'une séance d'information pour la presse, jeudi, à Ottawa, des hauts fonctionnaires ont expliqué que le Canada estime que, lorsque les dirigeants de pays démocratiques se réunissent dans un pays comme le Vietnam, qu'ils discutent de ces questions autour d'une table en regardant dans les yeux leurs vis-à-vis, faisant la promotion de programmes en faveur de l'ouverture démocratique, ces pays réalisent alors dans quel sens leurs partenaires s'attendent à ce qu'ils agissent.

Le sommet de Hanoi devrait également entériner la candidature de Moncton, au Nouveau-Brunswick, comme ville-hôtesse du sommet de 1999. Cette candidature donnera à la seule province officiellement bilingue du Canada une visibilité inégalée à Hanoi. Ce sommet est également le premier, depuis 1991, auquel assistent simultanément les deux premiers ministres du Québec et du Canada.

- Venne, Michel

- END -